

L'actif productif de l'État contre-balance ce passif (et jusqu'à un certain point l'explique, puisqu'une partie considérable de la dette totale se rattache aux emprunts, avances et placements qui forment une large part de l'actif). Cet actif se compose essentiellement d'éléments rapportant des intérêts, des bénéfices ou des dividendes, ainsi que de sommes très disponibles, tels les encaisses et les fonds départementaux de roulement.

On estime (bien qu'il soit très difficile de dresser des prévisions pour certains chapitres) que le montant des principales rubriques de l'actif s'établira, le 31 mars 1949, aux chiffres suivants: espèces, 72·2 millions; avances à l'égard du fonds de roulement des ministères, 11 millions; prêts et avances recouvrables, 4,273·7 millions; placements, 951·5 millions; comptes des dettes provinciales, 2·3 millions; frais différés (coût de lancement d'emprunts en voie d'amortissement pendant la durée des emprunts), 65·7 millions; divers comptes d'ordres, 20 millions.

La réserve, en cas d'une réalisation éventuelle à perte d'actifs productifs, qui représente une inscription comptable de 245·9 millions, est déduite de l'actif productif total, dans le bilan.

7. PASSIF INDIRECT OU ÉVENTUEL

A noter que le bilan résumé ci-dessus n'indique rien du passif éventuel de l'État. Sous cette rubrique doivent figurer, par exemple la garantie de certaines valeurs émises par des entreprises de l'État, comme le National-Canadien, la *Canadian National Steamships Limited (West Indies)* et diverses commissions de port; garantie des dépôts maintenus à la Banque du Canada par les banques à charte; la garantie de certains prêts bancaires à des anciens combattants ou à des cultivateurs, à des fins autorisées; les garanties découlant de la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, ainsi que certaines obligations découlant des lois sur l'habitation.

Suit un tableau des obligations et débetures, actions garanties par l'État, indiquant la nature et l'étendue estimative des autres garanties et autres obligations indirectes de l'État.

OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES OBLIGATAIRES GARANTIS PAR LE GOUVERNEMENT DU DOMINION AU 31 MARS 1949

Échéance	Émission	Taux de l'intérêt	Montant impayé (Estimation)
		%	\$
1er sept. 1951.	National-Canadien.....	4½	48,022,000
1er août 1952.	Commission du port de Saint-Jean.....	5	667,953
10 juil. 1953.	Canadien-Nord.....	3	1,162,768
1er fév. 1954.	National-Canadien.....	5	50,000,000
1er mars 1955.	Canadian National (West Indies) Steamships Limited.....	5	9,400,000
15 juin 1955.	National-Canadien.....	4¾	48,496,000
1er fév. 1956.	National-Canadien.....	4½	67,368,000
1er juil. 1957.	National-Canadien.....	4½	64,136,000
20 juillet 1958.	Canadien-Nord.....	3½	5,636,507
15 janv. 1959.	National-Canadien.....	3	35,000,000
4 mai 1960.	Canadian Northern Alberta.....	3½	550,727
19 mai 1961.	Canadian Northern Ontario.....	3½	3,597,518
1er janv. 1962.	Grand-Tronc-Pacifique.....	3	26,465,130
1er janv. 1962.	Grand-Tronc-Pacifique.....	4	7,999,074
3 janv. 1966.	National-Canadien.....	3	35,000,000
2 janv. 1967.	National-Canadien.....	2¾	50,000,000
1er oct. 1969.	National-Canadien.....	5	57,728,500
1er nov. 1969.	Commission du port de Montréal.....	5	19,000,000
1er fév. 1970	National-Canadien.....	5	17,338,000
Diverses dates 1949-1954.....	Obligations de la ville de Saint-Jean assumées par la comm. du port de Saint-Jean.....	Divers	88,329
A perpétuité...	Capital-obligations du Grand-Tronc.....	5	1,016,092
"	Capital-obligations du Great-Western.....	5	499,709
"	Capital-obligations du Grand-Tronc.....	4	5,446,783
"	Capital-obligations du Northern Railway of Canada.....	4	22,591
			554,641,681